

EDMOND THIAUDIÈRE

Un Colloque de Rois

SUR

L'UNION EUROPÉENNE

TENU SECRÈTEMENT AU CHÂTEAU DE WINDSOR

En Juillet 1896

VICTORIA I^{ère}
FRANÇOIS-JOSEPH I^{er}
HUMBERT I^{er}
GUILLAUME II
NICOLAS II

PRIX : 50 CENTIMES

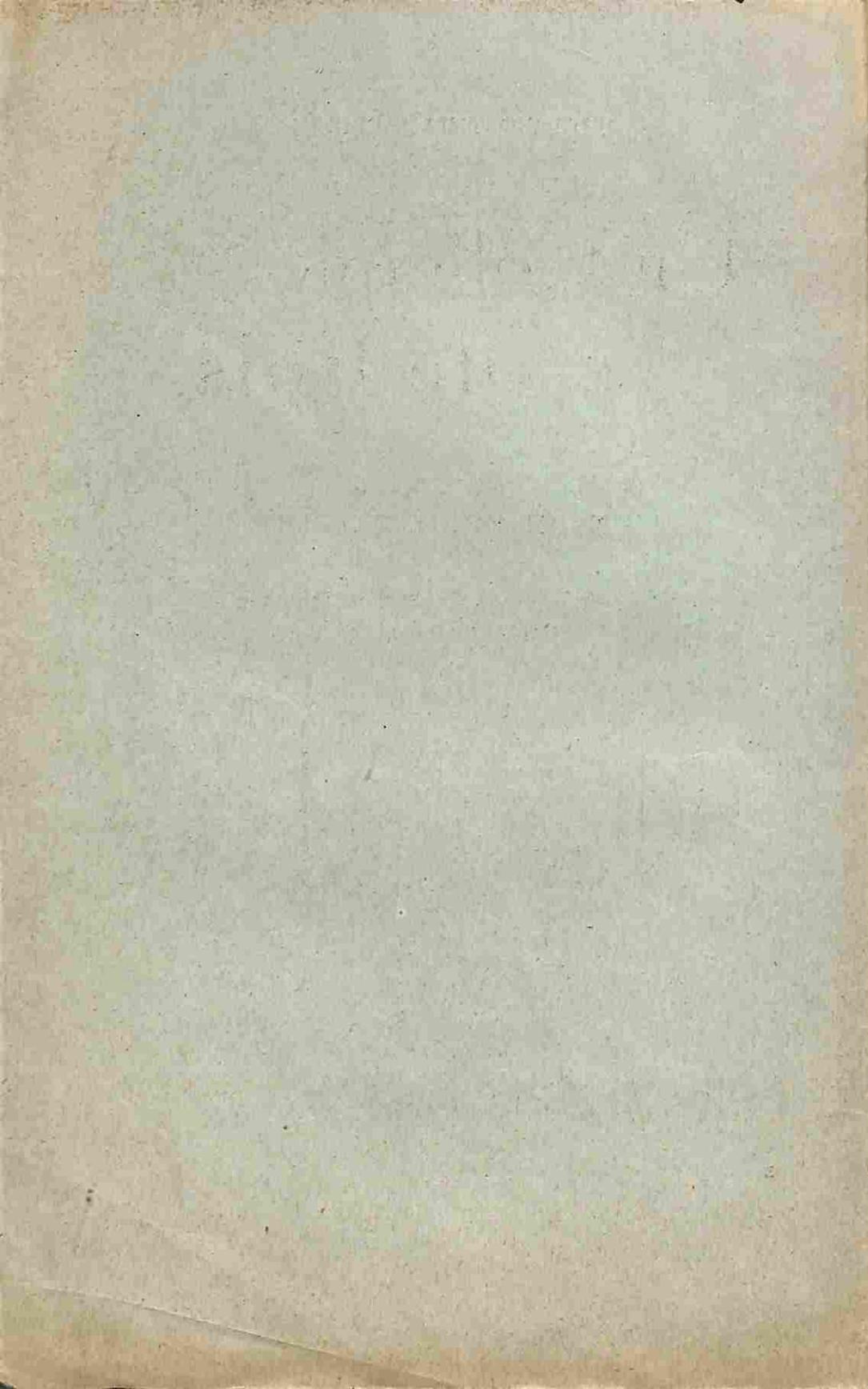
PARIS

LIBRAIRIE A. CHARLES

Rue Monsieur-le-Prince, 8

1896

Reproduction autorisée pour les Journaux ayant traité avec la Société des Gens de Lettres.
Droits de traduction réservés.



à
George Dohenne
son ami
E. H.

EDMOND THIAUDIÈRE

Un Colloque de Rois

SUR

L'UNION EUROPÉENNE

TENU SECRÈTEMENT AU CHÂTEAU DE WINDSOR

En Juillet 1896

VICTORIA I^{ère}
FRANÇOIS-JOSEPH I^{er}
HUMBERT I^{er}
GUILLAUME II
NICOLAS II

PRIX : 50 CENTIMES

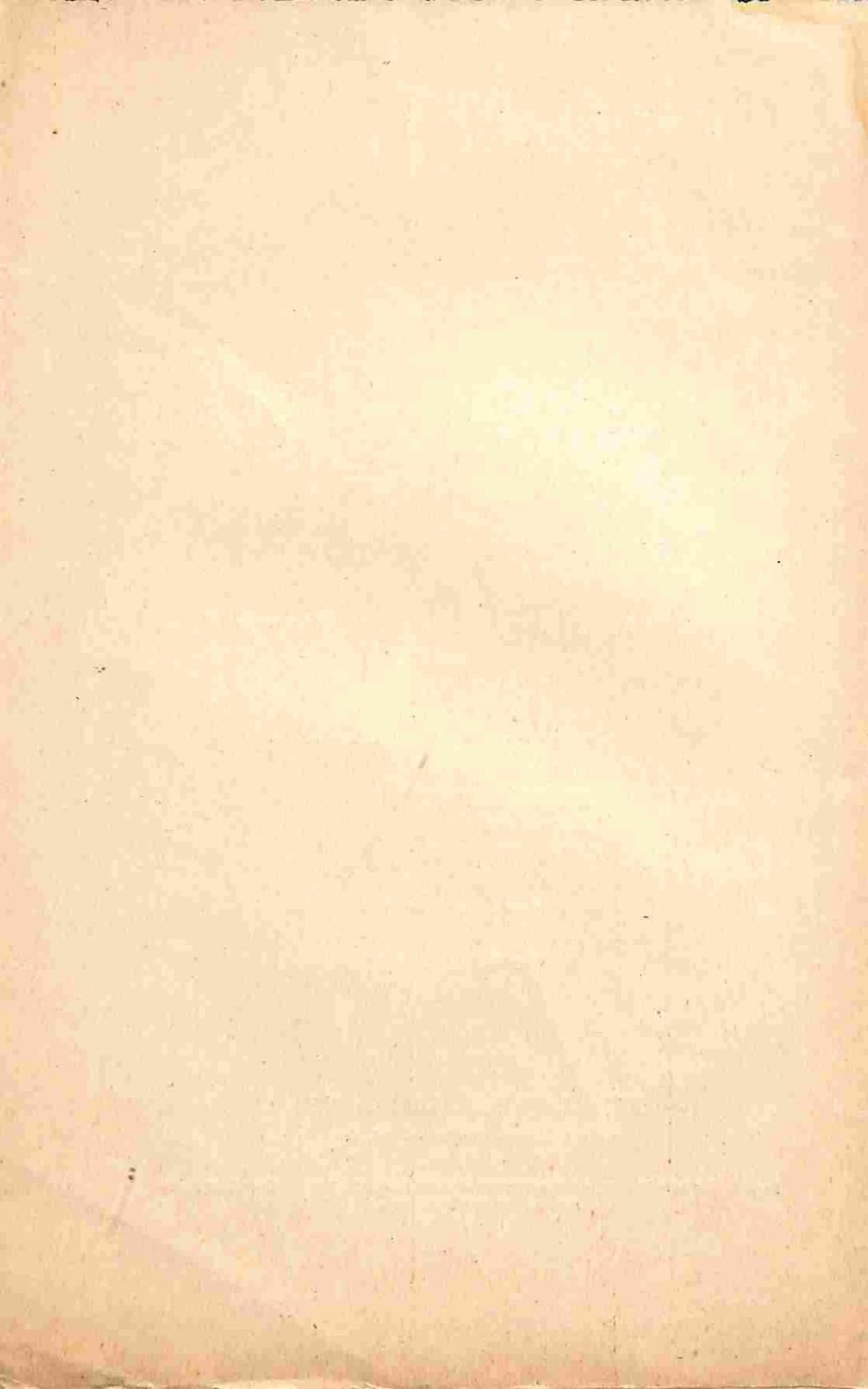
PARIS

LIBRAIRIE A. CHARLES

Rue Monsieur-le-Prince, 8

1896

Reproduction autorisée pour les Journaux ayant traité avec la Société des Gens de Lettres
Droits de traduction réservés.



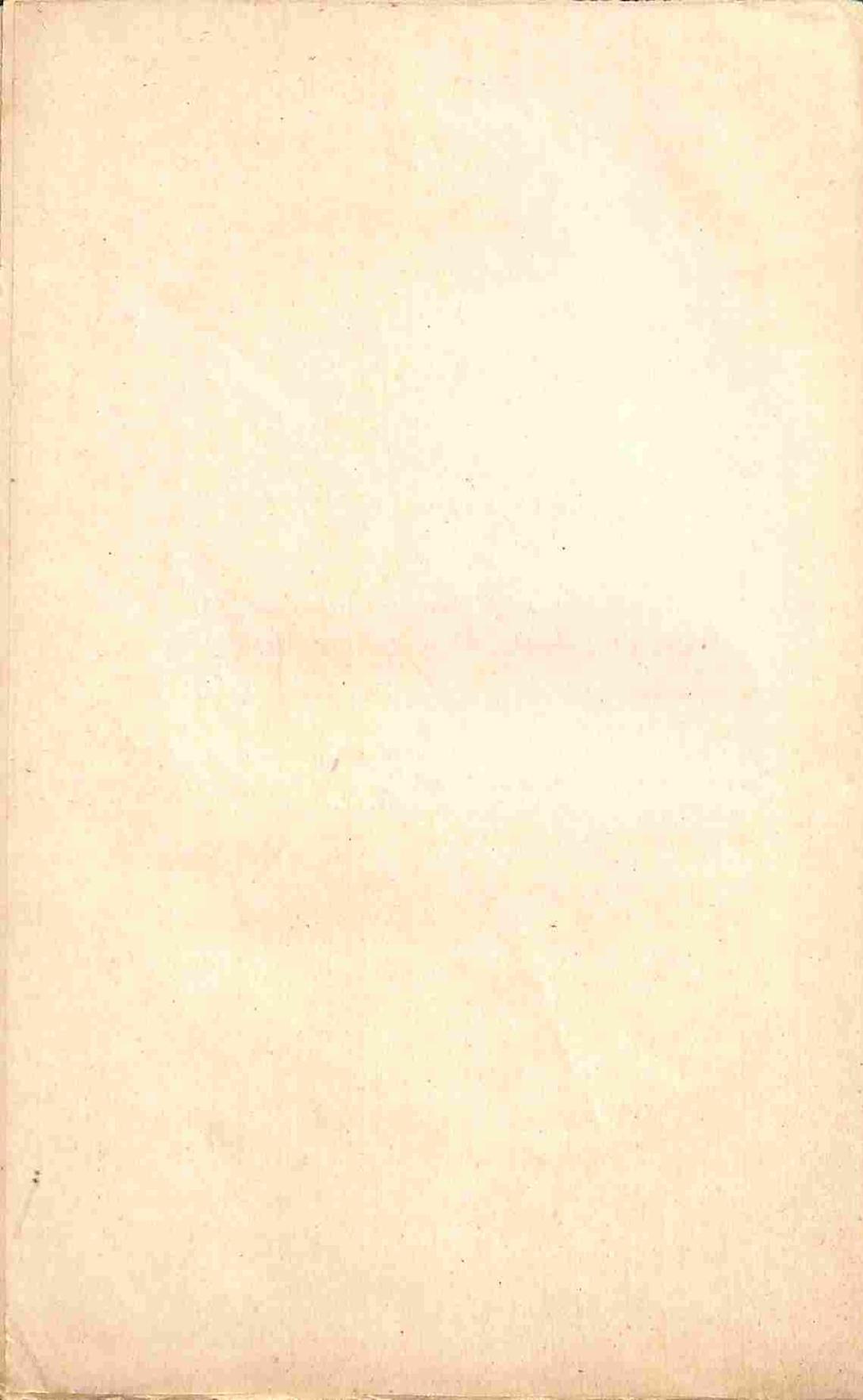
A

GASTON MOCH

*Comme à l'un des plus sages,
des plus vaillants et des plus habiles
champions de la Paix Internationale,*

SON AMI,

E. T.





UN COLLOQUE DE ROIS

TENU SECRÈTEMENT AU CHATEAU DE WINDSOR

En Juillet 1896 ⁽¹⁾

VICTORIA

Princes, mes frères, merci d'avoir répondu à l'appel de votre aînée en âge et en règne. Vous ne savez du but de notre réunion qu'une chose, mais capitale, c'est que nous avons à causer entre nous familièrement et sincèrement, sans pompe royale et sans fard diplomatique, des choses de l'Europe, non plus au point de vue de nos intérêts dynastiques respectifs, non plus même au point de vue de l'intérêt particulier à chacun de nos

(1) Que pourraient bien dire les cinq principaux monarques de l'Europe, s'ils étaient réunis dans la ferme et loyale intention d'aviser à substituer au régime désastreux de la paix armée celui d'une paix fédérative entre les nations européenne ?

C'est ce qu'il est permis d'apprendre en lisant ce colloque

Purement imaginaire, sans doute, quoiqu'il soit donné comme ayant été tenu secrètement au château de Windsor en juillet 1896, il n'en prête pas moins à la reine Victoria, au roi Humbert et aux empereurs François-Joseph, Guillaume et Nicolas, non seulement une incomparable noblesse d'âme, mais même une absolue compréhension des besoins vitaux de leur époque et de leurs propres intérêts dynastiques.

Aussi le seul sentiment pénible qu'ils éprouveraient, en le lisant, serait de se croire inaccessibles les sommets où ils ont été élevés par une inspiration de l'auteur, et qu'il ne tiendrait qu'à eux de gravir pour de bon.

peuples, mais au point de vue de l'intérêt général de l'Humanité.

Or, après avoir eu le temps de méditer et, qui sait ? peut-être de vous concerter sur cette grande question, vous êtes venus, moins encore, je veux l'espérer, par déférence pour ma personne, que par le sentiment d'un grand devoir à remplir ; et je vous salue d'un regard amical, vous quatre que j'avais convoqués comme étant les quatre principaux souverains d'Europe, et que voici rangés à mes côtés : Vous, François-Joseph, qui seriez leur doyen si je n'étais de onze ans plus âgée que vous ; vous, Humbert, qui rêvez d'achever pour l'Italie les hauts destins ébauchés par la vaillance de Victor-Emmanuel, votre père ; vous, mon cher petit-fils, Guillaume, dont la généreuse activité, non dépourvue de sagesse, cherche encore sa voie ; vous enfin, Nicolas, qui, le plus jeune de nous tous, semblez devoir être, par là même, en plus proche communion avec l'avenir.

Toutes les grandes puissances européennes sont donc représentées ici, sauf la Turquie dont l'héritage devra profiter à toute l'Europe, et la France qui a ce grave inconvénient à nos yeux d'être aujourd'hui une République sans que, dans notre esprit de justice, il nous soit permis de l'en blâmer et de l'en traiter avec défaveur. Bien au contraire, devons-nous tirer, des chûtes répétées de la monarchie en France et de sa disparition, qui semble y être définitive, un enseignement précieux pour maintenir nos dynasties là où elles ont pris racine. Et si c'est à mieux que tend la communication qu'il me reste à vous faire, princes mes frères, il faut avouer néanmoins, qu'approuvée par nous tous, elle amènerait la consolidation de nos trônes.

Pour que notre prestige, qui est encore si grand et qui ne survit que par atavisme, n'ait à redouter nulle éclipse, il importe de satisfaire les aspirations populaires qui sont les mêmes dans chacun de nos empires ou royaumes.

L'aisance et la sécurité de la vie : voilà ce qu'on sou-

haïte partout ; voilà ce qu'on n'obtiendra nulle part, tant que nous n'aurons pas aboli, en Europe, comme nous le pouvons, la guerre dont Walter Scott a sagement dit que c'est le seul jeu où les deux partis se trouvent en perte quand il est fini.

Notre plus impérieux devoir, et j'ajoute : notre plus sûr intérêt, est donc de l'y abolir... Comment ? Par une entente loyale entre tous les pays de l'Europe, grands et petits, en vue :

1° De rectifier logiquement leurs frontières ou dépendances à l'aide de concessions mutuelles ;

2° De former entre eux un pacte fédéral, de telle sorte qu'ils retrouveront au centuple, sous forme de solidarité, en augmentation de bien-être, ce qu'ils auraient sacrifié, sous forme d'égoïsme, en diminution de territoire.

Au cas où vous entreriez dans mes vues, chacun de nos pays devrait donner à l'Europe des gages, non équivoques, de sa volonté d'y établir un nouvel ordre de choses.

Pour ce qui est de la Grande-Bretagne, je voudrais que mon gouvernement consentît spontanément l'autonomie de l'Irlande, sous mon sceptre, la rétrocession des îles françaises de la Manche à la France, de l'île de Malte à l'Italie, de Gibraltar à l'Espagne, l'évacuation de l'Égypte, et enfin je souhaiterais l'abandon définitif de cette politique traditionnelle du peuple anglais qu'on pourrait appeler le *britannisme* à outrance et qui lui a fait tant d'ennemis.

J'ai soixante-dix sept ans sonnés. Il y a cinquante-huit ans que je suis reine de la Grande-Bretagne, vingt ans que j'ai reçu le titre d'impératrice des Indes. Il ne me reste plus qu'une ambition à satisfaire avant de mourir, mais elle est grande, c'est d'inaugurer, d'accord avec vous, une synarchie sur le peuple européen... Vous allez me dire si vous voulez m'y aider... Et d'abord, à vous la parole, François-Joseph.

FRANÇOIS-JOSEPH

(S'inclinant devant la Reine)

Je dois sans doute à mes soixante-six ans d'âge, Madame, et à mes quarante-huit de règne d'être invité à me prononcer le premier de tous les princes réunis ici sur la haute question que vous aurez la gloire éternelle d'avoir posée dans l'intérêt des peuples européens.

Je crois, comme Votre Majesté, que le temps des antagonismes internationaux devrait être fini et que, si nous pouvons y mettre un terme, nous aurons bien mérité de Dieu et de l'Humanité. Nul mieux que moi n'est apte, d'ailleurs, à comprendre le bienfait de la fédération, puisque j'étends mon autorité sur des peuples très divers. Qui dit fédération dit conciliation. A l'exemple si noble de Votre Majesté, Madame, j'émetts le vœu que l'autonomie soit donnée à la Bohême et aux autres groupes de mon empire qui la voudraient réclamer et qui la pourraient supporter, par exemple au Trentin, à la Transylvanie et à cette partie de l'ancienne Pologne qui fait actuellement corps avec mes États.

J'admettrais même volontiers, pour ce qui est du Trentin et de la Transylvanie, que la première de ces provinces fût réunie au royaume d'Italie et la seconde à celui de Roumanie, si les habitants en manifestaient le vouloir.

Mais, à vrai dire, je ne crois pas cette solution désirable, car elle irait peut-être à l'encontre du mouvement fédéraliste qui tend à mêler les races.

Pour ce qui est de la Pologne, j'estime que nos frères l'empereur de Russie, l'empereur d'Allemagne et moi, nous avons à réparer le crime politique de nos ancêtres.

Au surplus, la reconstitution de la Pologne comme nation souveraine ne saurait inspirer nulle inquiétude patriotique à la Russie, à l'Allemagne et à l'Autriche, le régime de la fédération devant succéder à celui de la concurrence.

Quant à moi, Madame, qui après avoir vu s'écrouler

à demi dans des batailles malheureuses contre la France et contre la Prusse, la puissance guerrière de mes ancêtres, n'ai réussi à en arrêter la chute que par une conception plus désintéressée et plus haute des destinées de mon empire, si complexe et si disparate, je le déclare en toute franchise, éprouvé comme je l'ai été par la mort tragique de mon fils, et le cœur tout rempli de ce mot de Fénelon : « Les rois sont faits pour les peuples et non les peuples pour les rois », je ne tiens plus à régner que dans l'intérêt exclusif mais bien compris des peuples placés sous ma garde, et je prêterai les mains avec joie à toute combinaison tendant à faire de la grande Europe un tout harmonique et prospère... J'ai dit.

(Il salue la Reine)

VICTORIA

Et vous avez bien dit, François-Joseph... A vous la parole, Humbert.

HUMBERT

(S'inclinant devant la Reine)

Mes cinquante-deux ans d'âge et mes dix-huit ans de règne me donnant le pas sur mon ami l'empereur Guillaume, j'en profiterai pour déclarer aussitôt, Madame, que je me rallie de cœur à votre idée superbe, la plus noble assurément qui ait hanté l'esprit d'un monarque. Je n'y ai pas grand mérite, car de nous cinq, si je m'en réfère aux offres généreuses qui viennent d'être faites à mon pays par vous, Madame, et par vous aussi, mon cher frère François-Joseph, je suis le seul qui n'aurai que des avantages à retirer du nouvel ordre de choses.

Et cependant j'entrevois bien qu'un sacrifice m'incomberait pour concourir à la paix de l'Europe, et ce sacrifice, sans que je puisse dire au juste de quelle manière il le faudrait accomplir, j'en vois très nettement l'objet : il devrait assurer la parfaite entente du Souverain-Pontife

avec le roi d'Italie. Je suis prêt à recevoir de vous, Madame, et de vous aussi, mes frères, à cet égard, les avis qui pourront m'éclairer. En tous cas, un concert des gouvernements européens permettant à l'Italie de désarmer, de décentraliser et d'économiser : voilà bien le salut pour mon cher pays, plus que pour aucun autre...
Merci, merci, Madame...

(Il salue la Reine)

VICTORIA

A vous Guillaume, mon cher petit-fils.

GUILLAUME

(S'inclinant devant la Reine)

Je mets à vos pieds, Madame, avec ma soumission filiale pour vous, mes trente-sept ans d'âge et mes huit ans de règne.

Il m'est doux de penser qu'un dessein qui m'a souvent traversé l'esprit, sans que j'en trouvasse la vraie formule, va prendre corps et se réaliser, grâce à l'initiative de mon auguste grand'mère.

Hier encore mon rêve balançait incertain entre deux idéals bien contraires, l'accroissement pur et simple de l'empire qui m'a été transmis par mon illustre aïeul, Guillaume I^{er}, ou sa fusion dans un pouvoir d'ordre supérieur.

Tout ce qu'il y a en moi d'atavisme national me poussait à la première solution, mais la secrète ambition de mettre l'Humanité sur une voie meilleure m'attirait à la seconde. Oui, c'est elle qui doit prévaloir. Je me rappelle que Xénophon dans l'*Hiéron*, fait démontrer par le poète Simonide au tyran de Syracuse, qu'un chef de peuple ne peut trouver le bonheur si ce peuple n'est pas heureux. Les temps ont marché depuis Xénophon, et la solidarité s'est élargie. On pourrait dire, en outre,

aujourd'hui, qu'un peuple ne peut trouver le bonheur, si les peuples, ses voisins, sont malheureux.

Pour entrer dans vos nobles vues, lesquelles existaient déjà chez moi à l'état d'entrevisions, je demanderai à mon gouvernement de faire sanctionner la restitution de leur autonomie au duché de Posen, qui pourra contribuer, s'il lui plait, à reformer l'ancienne Pologne, au duché de Sleswig-Holstein qui pourra redevenir danois, au Hanovre avec rattachement fédératif à mon empire, à l'Alsace-Lorraine, enfin, que je voudrais indépendante, et où je désirerais que fut le champ d'évolution du fédéralisme européen dans tous les ordres : politique, commercial, artistique, militaire, etc., etc.

Le gouvernement de la République Française, que je regrette sincèrement de ne pas voir représenté ici par son président, se rallierait, j'ose l'espérer, à cette nouvelle destination grandiose de l'Alsace-Lorraine. Et l'empereur Nicolas se porte fort pour lui, je le sais, que, à l'exemple de nos gouvernements, il ferait au triomphe de l'Union-Européenne, sa part de sacrifices.

Ai-je indiqué tous ceux que devra consentir l'Allemagne ? S'il en reste encore, elle les consentira sur ma demande expresse, afin d'asseoir, avec la paix du monde, son propre bonheur, afin d'ouvrir une ère absolument nouvelle dans l'histoire de l'Humanité. Il importerait peu, d'ailleurs, que tel ou tel territoire fût retiré d'un groupe européen pour être agrégé à un autre, puisqu'une étroite fédération relierait tout, puisque chacun de nos États serait érigé, pour ainsi dire, en Europe.

Nos peuples ne veulent plus de la guerre, même de cette guerre sourde qui se nomme la paix armée, et ils ne voudront bientôt plus de nous, si nous continuons de les asservir, non seulement à la guerre, mais à la paix armée. Ce qu'il leur faut, c'est la seule paix stable, la paix fédérative.

J'ai des idées personnelles touchant la constitution du nouveau pouvoir fédéral européen, et, si mon frère de

Russie, Nicolas II, qui connaît ces idées et les partage, ne les indique pas tout à l'heure, comme je l'en ai prié, je solliciterai de vous, Madame, l'autorisation de le faire, car il ne servirait de rien que nous fussions d'accord, en principe, si nous n'avions pas un plan très arrêté d'exécution. Je vous prie, Madame, de donner la parole à l'empereur Nicolas.

(Il salue la Reine).

VICTORIA

L'empereur Nicolas Alexandrowitch a la parole.

NICOLAS

(S'inclinant devant la Reine).

Plût à Dieu, Madame, que mon cher et auguste père gouvernât encore l'empire de Russie et que ce fût lui et non pas moi qui répondit aujourd'hui à l'objet de nos préoccupations humanitaires. Sa sagesse, reconnue de toute l'Europe, donnerait, sans doute, à ses paroles un poids que ne sauraient avoir les miennes.

N'étant que dans la vingt-huitième année de mon âge et dans la seconde de mon règne, je suis le plus jeune et le moins expérimenté des princes réunis sous votre maternelle présidence. Je vous apporterai donc peu de lumière, mais beaucoup de bonne volonté.

Votre Majesté a daigné dire que ma jeunesse me met en plus proche communion avec l'avenir. Laissez-moi vous répondre, Madame, combien, moi, j'admire que votre grand âge ne vous ait point irremédiablement confinée au passé, et que ce soit, au contraire, vous qui nous montriez le chemin à suivre pour en sortir. A défaut d'autre mérite, j'aurai celui de m'engager joyeusement sur ce chemin après vous, et si vous voulez bien réfléchir aux traditions de pouvoir absolu que je représente, peut-être trouverez-vous qu'il y a là, de ma part, quelque effort d'âme

Il est vrai que, plus heureux que vous, je puis décréter de ma propre autorité, du jour au lendemain, les plus grands progrès pour mon pays, sans avoir à compter avec la bavarde inintelligence d'un Parlement.

Voici mes engagements personnels : j'adhère à la reconstitution du royaume de Pologne sous la condition expresse et prévue qu'une fois reconstitué il soit relié aux trois empires d'Allemagne, d'Autriche et de Russie, comme d'ailleurs aux autres États européens, par un lien fédéral.

Je pourvoirai de leur autonomie les diverses provinces de mon empire et j'y établirai le régime représentatif, Pétersbourg devenant alors la capitale de la confédération russe qui, dans ses rapports avec les autres confédérations particulières, aurait cette mission spéciale de souder le monde asiatique au monde européen, et, s'il y avait conflit, d'être comme la Marche d'Europe à l'encontre de l'Asie.

Quant à l'organisation du nouveau système fédératif européen, voici, sauf votre approbation, Madame, et celle de nos frères d'Autriche et d'Italie, ce que, de l'avis de l'empereur d'Allemagne et de mon propre avis, elle pourrait être dans ses lignes principales.

Il y aurait d'abord un Suprême Conseil de tous les chefs d'États de l'Europe, que ces chefs fussent électifs ou héréditaires, et ce suprême conseil se réunirait tous les ans sous la présidence d'un chef d'État différent, qui serait président de la confédération européenne pendant toute l'année, à commencer par le plus âgé et à finir par le plus jeune.

La réunion aurait lieu dans la capitale du chef d'État chargé de la présidence annuelle, et chaque chef y pourrait amener l'un de ses ministres.

Ou bien, chose encore préférable, à moins qu'il n'en dût résulter quelque tyrannie religieuse qu'il serait impossible de tolérer, ce Suprême Conseil se réunirait invariablement à Rome, chaque année, sous la présidence de Sa Sainteté le Pape, qui, n'ayant aucun terri-

toire sous sa dépendance immédiate, les aurait tous sous sa sauvegarde paternelle.

Et voilà même l'un des meilleurs éléments de la conciliation souhaitée par notre frère d'Italie entre sa couronne et la tiare pontificale.

Outre le Suprême Conseil, expression du pouvoir exécutif européen, il y aurait un Conseil Fédéral composé de délégués de tous les États contractants, à raison d'un délégué seulement par quatre millions d'habitants ou fraction de quatre millions, afin de remplacer parmi ces délégués l'inconvénient de la foule discoureuse par l'avantage de l'élite délibérante; et ce conseil qui représenterait le pouvoir législatif européen se réunirait uniformément dans la ville de Strasbourg, devenue la capitale de l'Europe et le siège de la chancellerie européenne.

C'est encore là que serait établie la Cour Arbitrale représentant le pouvoir judiciaire fédéral, et chargée de se prononcer sur les conflits possibles entre les divers États de la Confédération européenne.

Celle-ci aurait une armée permanente forte de cent mille hommes, recrutée chez tous les peuples confédérés, en proportion de leur population respective, commandée en chef selon une règle à établir et occupant le territoire fédéral proprement dit, c'est-à-dire l'Alsace-Lorraine.

Dans l'intérieur de chaque pays l'armée serait remplacée par une milice, continuellement exercée, mais seulement en vue de la défense commune de l'Europe contre des incursions asiatiques possibles.

Toutes les citadelles situées sur les frontières des États européens seraient rasées ou démantelées, et l'on ne conserverait, en les fortifiant avec accroissement de leur nombre, que celles destinées à préserver l'Europe elle-même contre les attaques du dehors.

Les douanes intérieures, c'est à dire entre les États confédérés, seraient abolies, et il entrerait dans les attributions du Suprême Conseil et du Conseil Fédéral européen de créer pour l'Europe, l'harmonie économique,

soit en corrigeant, par des émigrations à l'intérieur, scientifiquement réglées, la trop grande densité de certaines populations, soit en répartissant les industries sur les territoires qui y seraient le plus propices, en sorte que la concurrence ruineuse d'aujourd'hui serait remplacée par une féconde coopération.

Comme l'armée proprement dite, la marine militaire deviendrait une institution fédérale à laquelle participeraient tous les États européens, tandis que chaque marine marchande continuerait de servir les intérêts de son pays respectif, selon le degré d'activité commerciale qu'il pourrait atteindre.

La rivalité coloniale disparaîtrait, bien entendu, avec l'antagonisme des diverses métropoles, et la colonisation, poursuivie d'après un nouveau plan concerté, prendrait, à juste titre, le caractère qu'elle s'attribue faussement aujourd'hui, d'un protectorat de frères aînés sur des frères puînés en civilisation.

Enfin, loin d'être banni de l'enseignement classique, comme il tend à l'être, le latin serait, par décision du pouvoir fédéral, enseigné selon une meilleure méthode, jusque dans les écoles primaires de toute l'Europe, et il deviendrait la langue internationale des Européens.

Ce n'est là qu'une rapide esquisse de ce qu'il y aurait à entreprendre, Madame, pour inaugurer en Europe, un nouvel ordre de choses que vous souhaitez et que nous souhaitons avec vous. Soit que cette esquisse, conforme aux idées de l'empereur d'Allemagne, ait l'agrément de Votre Majesté et celui de nos frères d'Autriche et d'Italie, soit qu'on la juge susceptible de changements notables, je propose qu'une réunion plénière de tous les chefs d'États européens, sans exception, accompagnés de leurs premiers ministres, ait lieu sous votre gracieuse présidence, Madame. Je n'ai plus rien à ajouter.

(Il salue la Reine).

VICTORIA

Vous avez entendu, princes, mes frères, l'exposé très net que vient de faire l'empereur de Russie d'idées qui lui sont communes avec l'empereur d'Allemagne sur l'organisation du nouveau système fédératif européen...

Y a-t-il quelque objection ?...

Personne ne demande la parole ?... Je remercie donc l'empereur Nicolas d'avoir si bien précisé la portée de l'adhésion des cinq principaux souverains d'Europe au même idéal de justice et de paix, que nous eussions déjà réalisé depuis longtemps, si nous l'avions sérieusement tenté, mais dont la réalisation est désormais certaine et prochaine.

Nous nous séparons avec la satisfaction de penser que nous allons nous réunir bientôt plus nombreux, pour arrêter définitivement les conditions de l'Union européenne.

Et maintenant, chers princes, mes frères, si vous voulez me continuer jusqu'au bout votre déférence, dont j'ai été fort touchée — en levant cette séance, l'une des plus mémorables que puisse enregistrer l'histoire, — rendons grâce à Dieu, du fond de nos âmes, de nous avoir si bien inspirés.

Août 1896.



DU MÊME AUTEUR

POÉSIE

SAUVAGERIE, petits poèmes et sonnets.	1 vol.
LE DÉSAVEU DU CHRIST, poème.	1 broch.
LÉGENDES BOUDDHIQUES	1 broch.
LE DINDON BLANC, conte.	1 broch.

PHILOSOPHIE

LA PROIE DU NÉANT	1 vol.
LA COMPLAINTÉ DE L'ÊTRE	1 vol.
LA DÉCEVANCE DU VRAI	1 vol.
LA SOIF DU JUSTE	1 vol.

ROMAN

APPRENTISSAGE DE LA VIE (avec une dédicace à la Mort).	1 vol.
UN PRÊTRE EN FAMILLE (<i>Bourdonnette</i>).	1 vol.
LA PETITE-FILLE DU CURÉ (de l'une à l'autre).	1 vol.
LE ROMAN D'UN BOSSU.	1 vol.
LA MAISON FATALE.	1 vol.
TROIS AMOURS SINGULIÈRES.	1 vol.

POLITIQUE

LA CONFÉDÉRATION FRANÇAISE, forme nouvelle de gouvernement	1 vol.
LA DERNIÈRE BATAILLE, épopée prophétique de l'année 1909	1 broch.
VOYAGE DE LORD HUMOUR au pays des Jolis-Bœufs.	1 broch.
VOYAGE DE LORD HUMOUR au pays des Rétrogrades.	1 vol.
UNE NOUVELLE FONCTION DE LA MAGISTRATURE	1 broch.

THÉÂTRE

M. MARTIN, LÉGITIMISTE, comédie en prose.	1 broch.
---	----------

ENCYCLOPÉDIE

REVUE DES IDÉES NOUVELLES, bulletin du progrès dans la philosophie, les sciences, les lettres, les arts, l'industrie, le commerce et l'agriculture (années 1876-77-78), 3 vol. grand in-8°.	
---	--